

Machiavel contre le machiavélisme

Au début du XVI^e siècle, le philosophe florentin Nicolas Machiavel a ouvert la voie à la pensée politique moderne. On associe souvent son nom à l'action de gouvernants cyniques et manipulateurs. Forcée par ses détracteurs, cette "mauvaise réputation" cache en fait un authentique théoricien de la liberté et du pouvoir populaire.

On ne compte plus les études, biographies, colloques qui ont célébré cette année le cinq centième anniversaire du *Prince*¹. Dans cet opuscule consacré à l'art de gouverner, Nicolas Machiavel (1469-1527) expose sans détour

"ce qu'est la souveraineté, combien d'espèces il y en a, comment on l'acquiert, comment on la perd"².

Il dévoile ainsi les rouages du pouvoir et les fondements de l'autorité, ce qui lui a valu une réputation sulfureuse, des interprétations contradictoires, et a fait de son ouvrage "le livre de pensée politique le plus lu et commenté"³ depuis un demi-millénaire.

Écrit en 1513, *Le Prince* est publié à titre posthume en 1532 — fait rare, c'est donc sa rédaction que l'on commémore — et mis à l'Index par l'Église catholique, comme tous les livres du Florentin, de 1559 jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En 1576, l'auteur huguenot Innocent Gentillet contribue à forger sa mauvaise réputation en inventant le terme de "machiavélisme", promis à un bel avenir. Du penseur Jean Bodin (1529-1596), qui l'accuse d'avoir "profané les mystères sacrés de la philosophie politique", au savant Bertrand Russell (1872-1970), pour qui *Le Prince* est un "manuel pour gangsters", Machiavel passe communément pour le théoricien cynique du pouvoir et des techniques de manipulation, celui qui murmure à l'oreille des tyrans.

Pourtant, sa pensée se prête aussi à de tout autres interprétations⁴. *Le Prince* est le "livre des républicains", selon Jean-Jacques Rousseau ; celui où "Machiavel lui-même se fait peuple", pour Antonio Gramsci. A vrai dire, des penseurs de la Contre-Réforme, au XVI^e siècle, jusqu'aux libéraux du XXI^e

¹ Signalons l'étude d'Emmanuel Roux, *Machiavel, la vie libre*, Raisons d'agir, Paris, 2013, 267 pages, 20 euros. Filippo Del Lucchese, auteur de *Tumultes et indignation. Conflit, droit et multitude chez Machiavel et Spinoza* (éd. Amsterdam, Paris, 2010), a coordonné un site Internet autour du *Prince*, "[Machiavelli : A multimedia project](#)". Cf. également John P. McCormick, *Machiavellian Democracy*, Cambridge University Press, 2011.

² Lettre à Francesco Vettori, 10 décembre 1513.

³ Emmanuel Roux, *op. cit.*

⁴ Sur les différentes interprétations de la pensée du Florentin, cf. Claude Lefort, *Le Travail de l'œuvre Machiavel*, Gallimard, Paris, 1986 (1^{re} éd. : 1972).

siècle, en passant par les auteurs des Lumières, les Jacobins, les marxistes, les fascistes ou les néo-républicains, tous y sont allés de leur lecture. Aujourd'hui, le Florentin inspire tout autant des romans policiers ou des jeux vidéo⁵ que des bréviaires de "management entrepreneurial" ou même de "gouvernance familiale" — comme *Machiavelli for Moms* ("Machiavel pour les mamans"), de Suzanne Evans (Simon & Schuster - Touchstone, 2013)...

Dans son autre œuvre majeure, les *Discours sur la première décade de Tite-Live*, publiés en 1531, Machiavel examine, en relisant l'histoire romaine, les principes du régime républicain, et démontre sa supériorité par rapport aux systèmes despotiques ou autoritaires (*principati*). *Le Prince* et les *Discours* s'articulent autour d'une même problématique : comment instaurer et maintenir un régime d'autonomie et d'égalité — la république — dans lequel les rapports de domination sont exclus ? Comment constituer un Etat libre fondé sur des lois communes, des règles de justice et de réciprocité et la réalisation du bien public ? *Le Prince*, théorie de la fondation de la république, ou de sa refondation en situation de crise, ainsi que des méthodes adéquates — parfois violentes — pour en construire les piliers, et les *Discours*, réflexion sur la forme qu'elle doit prendre — la démocratie — comme sur les moyens de la préserver, sont indissociables. Tous deux naissent du contexte historique où Machiavel les rédige et de la tradition intellectuelle dans laquelle il s'inscrit pour mieux s'en détacher.

Quand il s'attelle au *Prince*, la République florentine, qu'il a servie pendant quatorze ans en tant que haut diplomate, minée par les divisions et la corruption, vient d'être renversée par les partisans des Médicis avec l'aide des Espagnols (septembre 1512). L'intermède républicain a duré dix-huit ans : une république théocratique, de 1494 à 1498, placée sous l'autorité du moine Jérôme Savonarole, puis une république laïque, de 1498 à 1512. Depuis des décennies, la Péninsule est soumise aux appétits des grandes monarchies qui s'allient au gré de leurs intérêts avec les nombreuses cités-Etats du pays, empêchant l'unification territoriale et nationale que Machiavel appelle de ses vœux. C'est cette situation qui explique l'objet du *Prince* : il s'agit pour son auteur de réfléchir aux moyens de rétablir la république dans la cité toscane et d'édifier un Etat suffisamment fort pour "prendre" (unifier) l'Italie et la "délivrer" des puissances étrangères. *Le Prince* s'adresse à celui qui sera capable de réaliser ce double objectif.

C'est à la fois un manuel d'action pour répondre à l'urgence et une réflexion sur la nature du pouvoir, dans la lignée des ouvrages didactiques en vogue parmi les humanistes. Il rompt néanmoins avec les idéaux classiques. Et édicte les préceptes et méthodes que doit suivre le (re)fondateur d'un Etat, en inversant le rapport traditionnel de subordination de la politique à la morale au nom de la "vérité effective des choses" : l'art de gouverner obéit à des règles spécifiques liées à l'instabilité des relations humaines (les hommes suivent leurs intérêts et leurs passions, dont l'ambition) ainsi qu'à l'irrationalité de l'histoire. Tout dirigeant doit connaître ces règles s'il veut "se préserver" et "maintenir l'Etat".

En définissant la politique comme un champ d'action et de réflexion autonome sur lequel la morale n'a pas prise, Machiavel déclenche, pour citer Louis Althusser, une "véritable révolution dans le mode de penser"⁶, qui débouchera plus tard sur la constitution de la science politique moderne. C'est cette innovation qui lui vaudra tant d'inimitiés. Les uns lui reprochent d'avoir mis au jour les mécanismes de la domination et enseigné aux gouvernés comment les gouvernants s'y prennent pour asseoir leur

⁵ Cf. Ranieri Polese, "Machiavel mène l'enquête", *Books*, n° 46, Paris, septembre 2013.

⁶ Louis Althusser, *L'avenir dure longtemps*, Flammarion, coll. "Champs essais", Paris, 2013 (1re éd. : 1992).

pouvoir ; les autres d'avoir détruit, au nom de l'efficacité de l'action, le lien intrinsèque existant selon eux entre la politique, la morale et la religion.

Machiavel développe cependant une autre problématique essentielle. Selon lui, chaque régime repose sur l'opposition fondamentale entre deux grandes classes, ou "humeurs" (*umori*) sociales, qui en détermine la forme : le peuple, c'est-à-dire le commun des citoyens, et les grands, ceux qui constituent l'élite sociale, économique et politique. Les seconds, minoritaires, veulent la domination ; le premier, majoritaire, la contestent.

"Et de ces deux appétits opposés naît dans les cités un de ces trois effets : ou monarchie, ou liberté, ou licence."

Aucun Etat ne peut faire l'économie de cette division sociale : le conflit entre les deux classes, qui recouvre des différences de rang, de richesse et d'aspirations, est universel, et sans résolution définitive possible. Pour diriger, il faut choisir un camp. Pour Machiavel, ce ne peut être que celui du peuple,

"car ses buts (...) sont plus honnêtes que ceux des grands, les uns voulant opprimer, l'autre ne pas être opprimé".

La monarchie, ce *principato* autoritaire que Machiavel voit également dans l'oligarchie, est incapable de résoudre la question sociale. Il faut donc lui préférer un régime républicain, seul système à même de garantir l'égalité des citoyens, la réalisation du bien public et l'indépendance du pays.

Mais cette république, comme le précisent les *Discours*, ne peut s'appuyer que sur l'institution de la discorde civile entre les élites et la plèbe, autrement dit sur la reconnaissance politique du conflit inhérent à la cité. L'idée d'une société pacifiée est un mythe, voire une aberration. Machiavel estime ainsi que la République romaine "n'arriva à [sa] perfection que par les dissentiments du Sénat et du peuple".

Par là, il s'écarte radicalement du modèle classique, selon lequel l'Etat doit reposer sur des rapports de concorde. Pour lui, au contraire, l'institution de cette discorde civile est le fondement même de la liberté :

"Dans toute république, il y a deux umori (...) et toutes les lois favorables à la liberté ne naissent que de leur opposition."

C'est pourquoi il est essentiel de mettre en place un dispositif légal par lequel le peuple puisse faire entendre ses revendications et ses droits.

Une fois admise la participation commune du peuple et des grands au pouvoir par le biais de leur opposition, la question se pose de savoir à qui confier la "garde de la liberté" et le soin de veiller au bon fonctionnement des institutions. Ce problème est d'une importance capitale, car du contrôle de l'intérêt public par l'une ou l'autre de ces deux catégories dépendent la solidité et l'unité de l'Etat.

Quelle forme la république doit-elle donc prendre : aristocratique ou démocratique ? Alors que la grande majorité des penseurs républicains de son époque prônent une oligarchie, le Florentin préconise l'instauration d'une république populaire (*stato popolare*) fondée sur l'autorité suprême d'une assemblée au sein de laquelle le peuple peut participer, au même titre que les grands, à la direction

des affaires de la cité. Il qualifie ainsi, dans le *Sommaire des choses de Lucques*, de "bonne disposition" le fait qu'un

"conseil général ait autorité sur les citoyens, parce que c'est un frein efficace contre les ambitions de certains. (...) Le grand nombre sert à sévir contre les grands et contre l'ambition des riches".

Est plus à même de protéger la liberté et l'égalité, celui qui a intérêt à les voir se maintenir :

"Il faut toujours confier [le dépôt de la liberté] à ceux qui ont le moins le désir de la violer."

En revanche, quand ce ne sont pas "ceux qui [ont] le plus de mérite, mais ceux qui [ont] le plus de puissance" qui occupent les fonctions élevées de l'Etat, un autre conflit apparaît : la division entre groupes d'intérêts rattachés le plus souvent à des clans familiaux, à des systèmes clientélistes ou à des monopoles financiers — ce que Machiavel range sous le nom de *sette* (factions, lobbys). Dès lors que

"les riches seuls et les puissants propos[ent] des lois, bien moins en faveur de la liberté que pour l'accroissement de leur pouvoir", l'Etat est miné à sa racine même, corrompu.

C'est ainsi que la République romaine se perdit, comme la République florentine.

Que faire alors ? Les citoyens

"doivent examiner la force du mal, et, s'ils se sentent capables de le vaincre, l'attaquer sans considération".

En perspective

- ▶ **Le rêve de l'harmonie par le calcul** > Alain Supiot, février 2015 - Déficit budgétaire, ratio d'endettement, retour sur investissement, taux de croissance : la sarabande des nombres hante nos vies et structure notre vision du monde. Il n'en fut pas toujours ainsi. Longtemps le chiffre fut soumis au droit.
- ▶ **L'erreur de calcul** > Régis Debray, octobre 2014 - Les déclarations d'amour marquent rarement un tournant historique, mais nos annales retiendront le "j'aime l'entreprise" lancé par le premier ministre Manuel Valls au Mouvement des entreprises de France un jour d'août 2014.
- ▶ **Allende, l'informatique et la révolution** > Philippe Rivière, juillet 2010 - Cybernétique : le mot fait irrésistiblement jaillir à l'esprit l'image d'un pouvoir central contrôlant l'humain à travers mille canaux de communication. Une image fautive, comme le montre l'expérience menée en 1972 par le gouvernement chilien.
- ▶ **La Chine au miroir de l'Occident** > François Jullien, octobre 2006 Aperçu - Et si les succès de la Chine relevaient de sa capacité à faire cohabiter deux traditions, à utiliser les ressources que lui offrent les cohérences occidentales tout en fertilisant celles qu'elle a tissées au (...)